



LA FLAMME

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

N° 579 du
Vendredi
10 Jan.
2025

ORGANE POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DU BENIN

Rédacteur en Chef : Denis SINDETE

Prix : 300 Fcfa

Dépôt légal N° 579

Abonnements : Mensuel : 1.500 FCFA - Trimestriel : 4.000 FCFA - Semestriel : 8.000 - Annuel : 15.000 FCFA

Abonnements de soutien : A partir de 400 FCFA / Parution

Nouvelle attaque terroriste sanglante au nord du Bénin

«Un massacre insupportable et inacceptable»

(Déclaration du PCB)

Message de Philippe

NOUDJENOUME



Présence de bases militaires françaises au Bénin

Macron met à nu les mensonges répétés du pouvoir de Talon

CULTURE

Célébration de la fête des
religions endogènes

Adresse de l'INIREF aux dignitaires

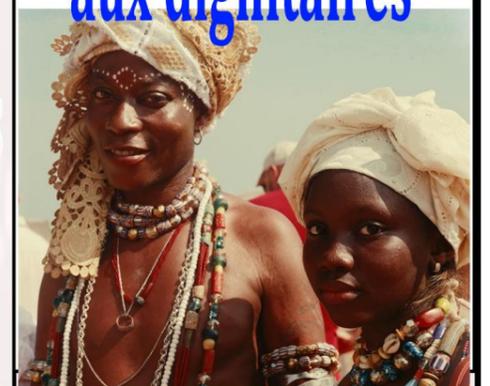
Nécessité de réunir les assises nationales souveraines

La Diaspora béninoise et le Front Patriotique se donnent la main

A propos de la déclaration de candidature de Kémi
Séba aux présidentielles de 2026 au Bénin

Non aux nouveaux illusionnistes contre les intérêts du peuple !

(Déclaration de l'UJCB)



Page Inter

A propos de la rétrocession de la base militaire française à l'armée ivoirienne

Déclaration du Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire (PCRCI)

Echos des Régions

Information de dernière minute

Clash d'un hélicoptère militaire français dans la Commune de Zè

Ce vendredi 10 janvier 2025, deux hélicoptères militaires français survolaient l'espace aérien béninois. Dans la commune de Zè, l'un des hélicoptères s'est écrasé au sol. Le second hélicoptère a volé au secours de l'appareil qui est écrasé au sol pour récupérer les passagers du premier.

A la surprise générale des populations venues sur les lieux, elles découvrent à bord des appareils des militaires français.

Ceci confirme une fois encore la présence des forces militaires françaises qui forment et arment les terroristes dans notre pays pour des attaques meurtrières comme celle de ce mercredi 8 janvier 2025 la dans la zone des trois frontières au Parc W, dans la commune de Banikoara.

A suivre...

La Rédaction

EDITORIAL

Troupes françaises hors du Bénin !

Le mercredi 8 janvier 2025, l'armée béninoise a subi une des pires et des plus sauvages attaques des groupes terroristes qui essaient certaines régions du nord de notre pays au niveau du point triple ou zone de trois frontières au Parc W dans la Commune de Banikoara. Certaines informations avancent le chiffre de 35 morts, les corps complètement brûlés et le matériel militaire emporté.

Ce massacre intervient après plusieurs autres qui ne cessent de faucher nos valeureux soldats confrontés à une situation de plus en plus insupportable.

C'est le lieu de rappeler le soutien nécessaire de tous les patriotes et du peuple aux forces de défense et de sécurité dans leur lutte contre les terroristes.

Ce massacre intervenant après les déclarations d'Emmanuel Macron devant les Ambassadeurs de France le 6 janvier 2025 montre que notre pays se retrouve dans la même situation que le Mali, le Burkina Faso et le Niger avant le renvoi des troupes françaises. L'armée française arme et entretient les terroristes pour justifier sa présence. Par conséquent, le soutien véritable à nos forces armées contre les terroristes passe par l'exigence de départ des troupes françaises de notre pays.

Trop c'est trop ! Le sang de nos militaires doit cesser de couler !

Troupes françaises dehors !

La Rédaction

ACTUALITE POLITIQUE

NOUVELLE ATTAQUE SANGLANTE AU NORD DU BENIN « UN MASSACRE INSUPPORTABLE ET INACCEPTABLE »



PARTI COMMUNISTE DU BENIN (PCB)
01 B.P. 2582 Recette Principale Cotonou (Rép. du Bénin)
Tél. : 21 30 03 22/97 98 35 65 – Site : www.la-flamme.org

DECLARATION

UN MASSACRE INSUPPORTABLE ET INACCEPTABLE

Le mercredi 8 janvier 2025, l'armée béninoise a subi une des pires et des plus sauvages attaques des groupes terroristes qui essaient certaines régions du nord de notre pays au niveau du point triple ou zone de trois frontières au Parc W dans la Commune de Banikoara. Certaines informations avancent le chiffre de 35 morts, les corps complètement brûlés et le matériel militaire emporté. Selon le communiqué du colonel Faïzou GOMINA, le chef d'état-major de la garde nationale : « la position attaquée hier était l'une des plus fortes et des plus militarisées de l'opération MIRADOR avec de nombreuses armes collectives, de drones d'observation et avait un dispositif internet pour rendre compte rapidement de toute situation malveillante. C'est la preuve que le matériel à lui tout seul n'est pas suffisant pour gagner un engagement

(souligné dans le texte) ... » Le Parti Communiste du Bénin s'incline respectueusement devant la mémoire des militaires assassinés et présente ses sincères condoléances à leurs familles.

Ce massacre intervient après plusieurs autres qui ne cessent de faucher nos valeureux soldats confrontés à une situation de plus en plus insupportable. Notre pays n'est pas le premier à connaître le phénomène terroriste. Des pays frères connaissent cette même situation et ont expérimenté des solutions qui n'ont pas marché. Ils ont emprunté d'autres voies qui portent leur fruit. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont expulsé de leur territoire, la France qui se proposait de les aider à éradiquer le terrorisme lorsqu'ils se sont rendu compte que c'est elle qui entretenait le terrorisme. C'est après cela que Patrice Talon lui va chercher cette même France pour l'installer au Bénin comme Emmanuel Macron vient encore de le révéler.

Patrice Talon pense-t-il que les stratèges de l'Elysée se réunissent pour discuter de la sécurité au Bénin ? Il est évident que c'est non. Ce qui préoccupe les stratèges français actuellement, c'est comment reconquérir leurs positions perdues au Mali, au Burkina Faso et au Niger et ceci, à partir du Bénin, du Nigéria et de la Côte-d'Ivoire.

Sinon, où sont passés les échanges de renseignements dont parle Emmanuel Macron ? La France avec tous ses satellites et matériels d'écoute n'a pas vu cette grosse colonne qui est venue attaquer le camp militaire ? En réalité, avec la politique actuelle, la France a compris que plus il y a d'attaques terroristes, plus Patrice Talon lui fait appel. Avec cette approche des choses, on voit que les attaques terroristes vont se multiplier.

Il faut changer le fusil d'épaule. Il faut chasser l'armée française du Bénin, se rapprocher de nos frères du Niger, du Burkina, du Togo, mutualiser nos efforts pour affronter les groupes terroristes. La solution qui consiste à continuer à s'appuyer sur la France est vouée à l'échec et continuera à porter malheur à notre armée et à notre peuple.

Trop c'est trop ! Le sang de nos militaires doit cesser de couler !

Cotonou, le 10 janvier 2025

Le Parti Communiste du Bénin.

.....

Message de Philippe Toyo NOUDJENOUME

Béninoises et Béninois,
Mes chers compatriotes

La nouvelle est tombée, le 9 janvier 2025.

Une attaque terroriste d'une rare violence a eu lieu ce mercredi 8 janvier 2025 sur la position de "Point triple" ou zone des trois frontières au Parc W, dans la commune de Banikoara. Selon les informations, l'attaque qui aurait commencé aux environs de 16 h, aurait duré des heures à l'issue desquelles 35 de nos valeureux soldats ont été tués et des armes emportées.

C'est la plus lourde perte jamais subie par nos forces de défense et de sécurité depuis le début des luttes contre le terrorisme au Bénin.



Au nom du Conseil National pour une Gouvernance Patriotique et Démocratique de l'Alliance Pour la Patrie, je salue la bravoure et le patriotisme de nos valeureux soldats, m'incline devant leur mémoire et présente à leurs familles éplorées ainsi qu'à tout le Peuple les Condoléances les plus attristées.

Cet événement d'une extrême gravité, ce deuil, le plus important qu'ait connu notre pays dans la lutte contre le terrorisme soulève beaucoup d'interrogations renforcées par le communiqué du Chef d'État-major, le Colonel Gomina : <<La position attaquée hier était l'une des plus fortes et les plus militarisées de l'opération Mirador avec de nombreuses armes collectives, de drones d'observation et avait un dispositif interne pour rendre compte rapidement de toute situation malveillante>>.

1-

Si malgré de telles dispositions (drones et autres dispositifs), un tel carnage a pu se produire et ce pendant des heures sans information et sans réaction de l'État-major, qu'en serait-il des autres centres moins équipés ? D'une part, d'autre part, n'est-ce pas parce que les "terroristes" seraient plus armés, coachés, orientés et renseignés sur les positions de nos militaires ? Et qui peut faire cela ?

2- Plus clairement, comment un tel carnage a pu se produire avec l'encadrement des "instructeurs" français avec tout le système de renseignements, de surveillance de drones sous leur contrôle ?

3- Comment situer l'efficacité de la coopération militaire anti-terrorisme avec la France si vantée par le Président français Macron et à propos de laquelle il vient de confirmer, le 6 janvier dernier, la présence d'une base militaire au Bénin ?

Compatriotes béninois, l'heure est grave !

Voilà pourquoi je demande le départ immédiat des troupes françaises de notre territoire et la rupture immédiate de l'accord de coopération militaire avec la France signé par le Président Talon en février 2023

Mes chers compatriotes

Nous devons tous nous lever et exiger le départ immédiat des troupes françaises de notre territoire.

Il y va de notre sécurité à tous !

Cotonou, le 10 janvier 2025.

Pour CNGPD- APP

Le Président

Philippe Toyo NOUDJENOUME

→

**Présence de bases militaires françaises au Bénin :
Emmanuel Macron met à nu les mensonges répétés du
pouvoir de Patrice Talon**

Le lundi 6 janvier 2025, le Chef de l'Etat français Emmanuel Macron au cours de sa conférence avec les Ambassadeurs et Ambassadrices de son pays à l'Elysée, aborde la réorganisation de la présence de l'armée française en Afrique et déclare : «...nous avons proposé aux chefs d'Etat africains de réorganiser notre présence.... Je peux vous dire que dans quelques-uns de ces pays, on ne voulait pas enlever l'armée française ou même la réorganiser, mais on l'a assumé ensemble. C'est ça, le partenariat,...nous sommes en train d'ouvrir un partenariat de sécurité et de défense nouveau, où on aura des bases stratégiques.... On va aussi faire plus de formations, plus d'équipements, plus de renseignements, plus de contrats aussi dans la durée de défense. On va qualifier la menace avec eux et on va aussi inventer de nouvelles relations, comme on l'a fait ces dernières années avec le Bénin, relation inédite... où on a commencé un dialogue stratégique qui n'existait pas jusqu'alors,....»

On se souvient que le Président français Emmanuel Macron au cours d'une autre conférence qu'il a animée à l'Elysée avec les diplomates de son pays le 28 août 2023 avait déclaré : «...dans le cadre de la loi de programmation militaire, le ministre et le CEMA ont proposé un schéma totalement différent sur lequel nous allons aller encore plus loin. Il est indispensable de poursuivre ce chemin avec là aussi de nouveaux partenaires : le Bénin, pour n'en citer qu'un dans la région du Golfe de Guinée,...avec lequel aussi nous bâtissons de nouvelles opérations régionales,....». Comme on le voit avec ses deux citations le Président français n'a jamais caché l'existence de bases militaires nouvelles générations dans notre pays. Or, depuis lors, Patrice Talon, ses collaborateurs et ses soutiens ont passé tout leur temps à essayer de cacher cette réalité que nos compatriotes constatent et rejettent tous les jours, dans la défense de la souveraineté du pays et l'honneur de ses illustres héros.

Ainsi, lorsque les signes avant-coureurs de l'installation de bases militaires françaises dans notre pays ont été perçus après la délocalisation de Barkhane du Mali, le Parti Communiste du Bénin avait tiré la sonnette d'alarme dans une déclaration en date du 15 février 2022 intitulée : « Non au déménagement de Barkhane au Bénin ». En dépit de cela, le 17 février 2022, le Président Talon signe l'accord à l'Elysée pour l'installation des forces françaises au Bénin. Vu la gravité de la mesure prise, le 22 février 2022, le PCB dans un communiqué de presse intitulé : « Non au retour des troupes de Dodds » a dénoncé la présence des forces françaises dans notre pays.

Pour réfuter les dénonciations du PCB, l'Ambassadeur de France au Bénin M. Marc Vizio, dans une interview accordée à la

Nation le 14 juillet 2022 dit ceci : « les relations entre la France et les pays d'Afrique francophone sont de plus en plus chahutées sur le continent... On a lu qu'il y a de bases militaires françaises au Bénin... Il n'y en a pas et il n'est pas question qu'il y en ait...Il y a bien quelques militaires français qui viennent donner des formations au Bénin, il y a une poignée de coopérants qui aident dans l'armée béninoise, c'est tout. Il n'y aura pas de base française au Bénin».

Le 6 octobre 2022, le 1^{er} secrétaire du Parti Communiste du Bénin, le professeur Philippe Toyo Noudjournè dans une lettre ouverte interpelle le Président de la République Talon « sur la Présence des troupes Barkhane sur notre territoire ». Cette lettre du 1^{er} secrétaire du Parti Communiste du Bénin au Président de la République Patrice Talon est restée sans suite.

Le 17 septembre 2023, le porte-parole et secrétaire général adjoint du gouvernement, Wilfried Léandre Houngbédji monte au créneau et sur radio Cotonou dit : « Il n'y a aucune base militaire française au Bénin...A Kandi nous avons des instructeurs français...qui viennent renforcer les capacités de notre armée...Aucun accord de coopération militaire avec la France qui institue une base militaire française au Bénin... »

Lors de la visite au Bénin, du Chef d'Etat-major des Armées de France, le Général Thierry Burkhard le vendredi 8 et le samedi 9 décembre 2023, il a conjointement animé avec son homologue béninois, le Chef d'Etat-major des Forces Armées le Général de Brigade Fructueux GBAGUIDI, une conférence de presse. Au cours de celle-ci, en abordant le sujet de l'implantation de bases militaires françaises au Bénin, le Chef d'Etat-major des Armées de France, le Général Thierry Burkhard déclare : « Non, il n'y a pas de base militaire française au Bénin. Il n'y a non plus de mission militaire permanente ici. Vous êtes au Bénin, et s'il y avait une base française, vous la verrez. Mais dans le cadre du partenariat militaire opérationnel, il y a des détachements français opérés avec l'armée béninoise qui répondent à des besoins exprimés et dès la fin des missions, ils quittent le territoire ». A l'occasion le Général de Brigade Fructueux GBAGUIDI a déclaré : « Une base militaire, ça se construit à deux...Dans notre pays aucune loi n'a encore permis la mise en place d'une base militaire,...une base militaire, elle est physique avec des bâtiments, des aéronefs du matériel...etc. ».

C'est tous ces mensonges répétés du pouvoir de Talon que le Président Emmanuel Macron vient de mettre à nu le 6 janvier 2025. Il se confirme que Talon a perdu toute légitimité ; car, un pouvoir qui ment de façon répétée à son peuple sur des questions soulevées par ses citoyens à propos de sécurité et de souveraineté perd sa légitimité.

La recrudescence des attaques terroristes, et surtout celle du 8 janvier 2025 dans la zone des trois frontières au Parc W dans la commune de Banikoara montrent que les troupes françaises constituent le problème dans la lutte contre les terroristes au Bénin. Il ne reste à Patrice Talon, s'il aime notre peuple et ses forces de défense et de sécurité une chose : chasser les forces françaises de notre pays comme l'ont fait les peuples malien, burkinabè, nigérien, tchadien.

Afi Tossou

→

Nécessité de réunir les assises nationales souveraines

La Diaspora béninoise et le Front patriotique se donnent la main

UNITE D' ACTIONS PATRIOTIQUES DE LA DIASPORA BENINOISE (UAPDB)

COMMUNIQUÉ

Considérant les caractères transpartisans de l'UAPDB et du Front Patriotique (FP),

Considérant les chartes respectives des deux organisations,

Considérant la convergence de leurs objectifs et de leurs points de vue sur la situation nationale qui consistent à constater que la nouvelle dictature du Bénin a fermé et verrouillé toutes les voies pour des élections transparentes, justes et libres et que le peuple béninois doit se mettre en mouvement pour imposer à la dictature qui sévit au Bénin depuis avril 2016 l'organisation d'une nouvelle conférence nationale de refondation de notre vivre-ensemble,

Considérant l'accueil chaleureux du Front Patriotique suite à la proclamation de la création de l'UAPDB et son offre de partenariat dans son communiqué du 08 octobre 2024,

Considérant la lettre ouverte du 11 décembre 2024 du Front Patriotique au président Patrice Talon demandant la convocation d'une Grande Assise nationale pour discuter de la crise que traverse le pays et des voies et moyens pour l'en sortir,

Considérant la réponse du président Patrice Talon dans son discours à la Nation et qui rejette tout consensus et ferme définitivement la porte à toutes discussions et affirmant l'irréversibilité de sa démarche décidée et en cours,

Et conformément à ses engagements de mutualiser ses forces avec celles de toutes les organisations progressistes et souverainistes, le bureau central de coordination (BCC) de l'Unité d'Actions Patriotiques de la Diaspora Béninoise (UAPDB) informe l'opinion publique béninoise et internationale que l'UAPDB entre en partenariat avec le Front Patriotique pour l'établissement d'un contrat de combat afin d'apporter plus efficacement sa contribution au combat pour l'organisation d'une assise nationale de refondation et la restauration de la démocratie et de l'Etat de droit au Bénin.

L'UAPDB demeure disposée à être aux côtés de toutes les organisations en lutte contre la dictature du régime Talon.

Fait à Paris le lundi 30 décembre 2024

Le coordinateur général de l'UAPDB

ADEROMOU Symahou

A PROPOS DE LA DECLARATION DE CANDIDATURE DE KEMI SEBA AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES AU BENIN DE 2026

« NON AUX NOUVEAUX ILLUSIONNISTES CONTRE LES INTERETS DU PEUPLE! »

Union de la Jeunesse Communiste du Bénin (UJCB)

01 B.P. 2582 Recette Principale (Rép. Bénin)
Tél. : 0166160169 / 0164003901 - Email : ujcb2010@yahoo.fr

DECLARATION

NON AUX NOUVEAUX ILLUSIONNISTES CONTRE LES INTERETS DU PEUPLE!

Le 05 janvier 2025, Kémi Séba, dans un message vidéo déclare : « J'ai décidé d'accepter ... à être candidat à la présidence du Bénin » (sic) pour les élections de 2026. Stelio Gilles Robert CAPO CHICHI alias Kémi Séba rentre donc dans le processus électoral du système Talon pour 2026. Or, il est établi depuis fort longtemps que ceux qui prônent les élections sous l'autocratie actuelle sont des accompagnateurs de Patrice Talon. Ainsi, pour la grande majorité des Béninois à l'intérieur comme dans la diaspora, la conviction et l'exigence aujourd'hui, c'est « Elections d'accord, mais les Assises nationales souveraines, d'abord ». Et la préoccupation essentielle appelle à s'organiser et se battre pour réunir les conditions de la tenue d'une telle assise libératrice du peuple du joug du système Talon.

C'est pendant ce temps, que Kémi Séba tente de faire croire à la possibilité de vaincre Talon à travers les urnes avec un code électoral taillé sur mesure et toutes les institutions à la botte de l'autocrate.

L'Union de la Jeunesse Communiste du Bénin (UJCB), face aux questionnements soulevés par cette sortie, fait les observations suivantes.

1- Absence de programme politique.

Kémi Séba qui prétend gouverner notre pays en y prenant la tête dans un an, ne nous a jamais et nulle part exposé un programme de gouvernement. Quel programme en termes politique, économique, social et culturel (à partir d'une étude et analyse du contexte réel du pays), il entend appliquer pour faire sortir notre pays de l'état où il est en ce moment ? Le seul programme connu de Kémi Séba c'est, outre la fumeuse lutte contre « l'oligarchie française » le rejet du CFA et les bases militaires (d'ailleurs programme auquel le Parti Les Démocrates dont il sollicite le parrainage n'a jamais adhéré). Or, l'on sait que si la question de l'arnaque mondiale que constitue la monnaie coloniale CFA est l'une des données de la décolonisation, elle n'en est pas la seule ni même la principale contre le pacte colonial et pour servir de plateforme programmatique pour un pays.

Le plus important élément de perpétuation coloniale française, l'élément le plus solide parce que structurant la pensée d'un peuple, est et demeure la langue française. Et aucun peuple ne se développe dans une langue et une culture

étrangères. Nulle part, on ne voit de développement à ce sujet comme sur tant d'autres par Kémi Séba.

En fait, les seuls programmes agités, si l'on peut appeler cela programme, c'est les relations personnelles (avec l'affichage de ses photos au cours de multiples voyages) avec des dirigeants patriotes étrangers, c'est faire partir Talon. Et faire quoi après ? Brouillard ! En résumé, absence de programme.

2- Absence d'Organisation

Nulle part, on ne trouve les préoccupations d'organisation du peuple béninois autour d'un programme libérateur de la part de celui qui prétend gouverner notre pays dans un an.

3- La communication comme seule Activité politique.

Kémi Séba n'a qu'un domaine privilégié et le seul où il s'illustre, c'est la communication et principalement à destination de l'étranger pour se faire bien valoir.

4- Négation et Mépris du Peuple.

On ne voit nulle part, la volonté d'impliquer le peuple béninois dans son auto libération. Nulle part ! Une volonté d'implication du peuple dans sa propre libération aurait d'ailleurs conduit à son organisation.

En fait, Kémi Séba se veut un Sauveur du peuple, un Moïse pour sauver le peuple africain, le peuple béninois plus particulièrement de l'esclavage ; un Messie du peuple auquel on ne destine aucun rôle actif majeur.

5- Kémi Séba, peut-être un Cheval de Troie du Néocolonialisme français?

Dans les eaux troubles où patauge le phénomène Kémi Séba, on ne peut rien exclure. En effet !

a- Ce qui peut faire douter de Kémi Séba, c'est deux choses. D'une part, l'aval qu'il donne en fait à l'agenda de Talon pour l'échéance de 2026 pour laquelle, lui, il se porte déjà candidat alors que tout le monde convient que sans une Assise nationale préalable, aucune élection crédible n'est possible.

Le deuxième élément, c'est le choix porté sur le Parti Les Démocrates, Parti dont les Leaders ont toujours affiché leur attachement à la politique coloniale française en Afrique ; le maintien du CFA pour la réforme duquel les 28 Députés du Parti Les Démocrates ont voté au Parlement du Bénin. Les dirigeants du Parti Les Démocrates n'ont jamais condamné la signature d'accord par le Bénin pour l'installation de bases militaires françaises au Bénin. Ils n'ont jamais condamné l'arrivée sur notre territoire de troupes françaises camouflées en "instructeurs". C'est un tel Parti que Kémi Séba décide de prendre comme parrain de candidature. Pour défendre quel programme ? Si ce n'est celui du parti parrain.

b- Rappelons que Macron, dans sa réforme du colonialisme français en Afrique développée notamment lors du Sommet Afrique-France en 2021 à Montpellier compte d'abord et avant tout sur la "diaspora" africaine en France ; autrement dit, sur cette frange d'Africains en France qui n'ont d'autres repères que la langue et la culture françaises, dans le schéma des Lionel Zinsou. Certes, nous savons que Macron se

trompe. Que bon nombre de gens de notre diaspora en France rejette ce rôle de cinquième colonne que le colonisateur français veut leur faire jouer et constitue une ressource importante pour le patriotisme et la libération du peuple africain. Mais, il est à craindre que certains jouent à ce jeu.

En conclusion, Stellio Gilles Robert CAPO CHICHI alias Kémi Séba est un semeur d'illusions pour des objectifs obscurs et contre la libération véritable du peuple et de la jeunesse du joug autocratique et pro-impérialiste de Patrice Talon.

C'est pourquoi, l'Union de la Jeunesse Communiste du Bénin (UJCB) appelle la jeunesse béninoise ainsi que tout le peuple à continuer de se démarquer des vendeurs d'illusions accompagnateurs de Talon et à poursuivre les luttes pour la tenue d'abord des Assises Nationales, condition indispensable pour des élections libres, transparentes et démocratiques d'une part, et pour une gouvernance patriotique et de probité dans notre pays, d'autre part.

Cotonou, le 7 janvier 2025

L'Union de la Jeunesse Communiste du Bénin

Célébration de la fête des religions endogènes
Adresse de l'INIREF

	INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION (INIREF)
	01 B.P. 2740 Cotonou (RB) Tél. (229) 95 45 13 55 / 95.85.37.44 Fax : (229) 21.38.02.75 – e-mail : inirefbenin@yahoo.fr 97/356/MISAT/DC/DAI/SAAP-Assoc du 13/10/97 – JORB N° 24 du 15/12/971946/MECCAG-PDPE/DC/SG/DPRPIB/SCA ONG DU 05 / 08/ 99319/MAEC/DC/SG/DOI/SS/ ONG DU 05/08/99 324/MCRI-SCBE/CC/SG/DBEVA/SA DU 16/9/03COMPTE BANCAIRE : 1206950002 BOA-BENIN

Le Président du Conseil d'Administration

**A leurs Eminences
Chefs de Couvents, Hounnons, Bokonon,
A tous les Dignitaires traditionnels,**

Objet : Célébration des Journées des Religions endogènes

Eminences,

Demain, 9 janvier 2025, commence la Commémoration de la Fête de Vodun en deux jours fériés au lieu d'une journée comme précédemment. C'est une victoire de plus à fêter. Ainsi, après l'acte mémorable du Vénéré Dieudonné SOGLO, c'est à vous, Eminences, Dépositaires de notre patrimoine culturel qu'il revient le grand mérite d'avoir résisté et bravé vaillamment toutes les forces exterminatrices de nos us et coutumes qui se sont dressées devant vous.

De même, c'est par votre détermination à sauvegarder le caractère sacré de nos us et coutumes et empêcher la transformation de nos cultures en des folklores pour touristes étrangers, que s'impose le retrait de tout ce qui est extravagant, nuisible et contraire à notre patrimoine culturel tel que constaté dans l'édition 2024.

Eminences,

Comme vous le savez mieux que quiconque, la Fête intervient dans un contexte où notre peuple a faim et vit dans une insécurité ambiante et permanente du sud au nord, d'est en ouest du fait de la présence des troupes françaises sur le territoire national avec une concentration particulière dans la partie septentrionale du pays occasionnant de fait des agressions et enlèvements quasi quotidiens des populations.

Il est important donc de se saisir de cette occasion des Journées des religions endogènes pour adresser une ardente prière aux mânes des ancêtres pour qu'elles inspirent davantage et guident le président Patrice TALON et son gouvernement aux fins de résoudre les problèmes pressants ci-dessus posés et d'assurer la paix, la sécurité, la fraternité et la prospérité dans le pays.

De même, il s'avère indispensable que vous suppliez les divinités diverses aux fins d'éviter dans le futur l'avènement de telles situations dans notre pays et d'éclairer les autorités compétentes du Bénin pour la satisfaction de vos revendications pressantes que voici :

- 1°- le retrait immédiat des troupes françaises du territoire national ;
- 2°- La création d'une juridiction de droit traditionnel depuis le village jusqu'au sommet ;
- 5°- La reconnaissance par l'Etat des cabinets et cliniques des tradithérapeutes et guérisseurs comme établissements de soins de santé légaux et partie intégrante de la médecine officielle au Bénin ainsi que le paiement par l'Etat des activités de guérisons des guérisseurs traditionnels ; .
- 6°- La Reconnaissance de toutes les langues nationales comme langues officielles d'instruction et d'administration du pays dans leurs terroirs respectifs.
- 7°- Instituer l'enseignement du Fâ dans le programme d'enseignement.
- 8°- La protection et la promotion du patrimoine national (économique, culturel, historique).

C'est pourquoi, au nom du Conseil d'Administration de l'Institut International de Recherche et de Formation (IN.I.REF), je voudrais vous exhorter à marquer ces Journées de toute votre ferveur parce qu'elles marquent la dignité et la souveraineté du peuple béninois ainsi que la manifestation de l'ardeur de son patriotisme.

Eminences,

C'est avec cette exhortation que je voudrais vous souhaiter une bonne Fête des religions endogènes et une bonne et heureuse année 2025 à vous, dépositaires du patrimoine culturel, culturel et spirituel traditionnel de notre pays, ainsi qu'à votre famille et à tout votre entourage. Que les mânes des ancêtres et les divinités diverses bénissent et acceptent vos offrandes et exaucent vos prières !

Cotonou, le 07 janvier 2025

Pour le Prof. Hounkpatin A. CAPO et p.o.

Le 1^{er} Vice- Président

NOMA Oroutoui Jérôme

Page Inter

A propos de la rétrocession de la base militaire française à l'armée ivoirienne

Déclaration du Parti Communiste Révolutionnaire de la Côte-d'Ivoire (PCRCI)

DECLARATION DU PCRCI RELATIVE A LA RETROCESSION DU 43ème BIMA A LA COTE D'IVOIRE

Le 31 décembre 2024, lors du traditionnel discours à la nation que délivrent tous les pouvoirs de l'Etat néocolonial toutes les fins d'année, le président Ouattara a déclaré, je cite « « Ainsi, le camp du 43^e BIMA, le bataillon d'infanterie de marine de Port-Bouet, sera rétrocédé aux forces armées de Côte d'Ivoire dès ce mois de janvier 2025 » ».

Qu'est-ce que le 43ème BIMA

Créé en 1914, le 43ème Régiment d'Infanterie (RI) est un détachement de l'armée coloniale qui a servi de poste pour les deux guerres mondiales, la guerre d'Indochine, d'Algérie. Il a été rebaptisé en 1978, 43ème BIMA (Bataillon d'Infanterie de la Marine à Abidjan) sans changer la mission principale à lui assignée, à savoir, veiller sur les intérêts des puissances impérialistes en particulier français, surveiller les pouvoirs néocoloniaux et intervenir militairement si nécessaire pour imposer l'ordre néocolonial.

C'est l'une des faces visibles de la domination française en Côte d'Ivoire comme la FCFA. Elle est la vraie armée de Côte d'Ivoire qui veille sur les institutions de l'Etat néocolonial en particulier sur la présidence de la République. Elle est partie prenante des choix politiques au sommet de l'Etat.

Ainsi, en 1993, après la mort de Houphouët Boigny, la frange des hauts bourgeois pro-impérialistes sous la direction de Bédié a pu conserver le pouvoir politique parce que l'impérialisme français et son armée ont imposé la continuité politique. En décembre 1999, cette armée n'a pas soutenu Bédié parce que le plan d'imposition de Ouattara au pouvoir était déjà acté par l'impérialisme français. Au cours de la rébellion qui a endeuillé la Côte d'Ivoire de 2002 à 2011, cette armée était aux petits soins des rebelles. Elle a porté le coup fatal en avril 2011 au pouvoir de Gbagbo Laurent, en participant directement aux assauts militaires.

La réalité de la présence militaire française en Côte d'Ivoire Basée à Port Bouet, cette armée française, selon les accords de défense entre la Côte d'Ivoire et la France de 1961, a le droit d'importer et d'exporter tous matériels sans autorisation de la douane. Elle a le droit de faire des opérations militaires sur toute l'étendue du territoire, sans autorisation des autorités militaires et politiques nationales ou régionales, sans préavis des populations qui peuvent être impactées.

Ainsi, un détachement de cette armée dans la région de Toumodi, au centre de la Côte d'Ivoire, a tué en 2021, un

éleveur et ses bœufs, sans que justice leur soit rendue, au motif que la zone est une zone militaire de cette armée. L'armée française, a créé une école internationale de lutte contre le terrorisme à Jacquville. De même, les militaires américains chassés du Sahel ont eu l'autorisation de créer une base militaire dans la région d'Odienné, une région près de la frontière avec le Mali et la Guinée. La décision de récupération du 43ème BIMA ne mentionne pas ces autres bases militaires.

Récupérer le 43ème BIMA est une exigence des révolutionnaires, patriotes et panafricanistes de Côte d'Ivoire. Le mot d'ordre du départ sans condition des armées françaises de Côte d'Ivoire est devenu, depuis 2011, un mot d'ordre du peuple de Côte d'Ivoire en lutte pour sa souveraineté totale. En effet les combats contre la rébellion de 2002 à 2011, armée par la France, le bombardement du palais présidentiel par l'armée française pour déloger Gbagbo et installé Ouattara, ont mis à l'ordre du jour cette revendication longtemps propagée par les communistes et les panafricanistes.

Il est aujourd'hui repris par les principaux partis d'opposition dont le PPA-CI, le MGC, le COJEP, le GPS, les patriotes, les organisations démocratiques de la société civile. Ce mot d'ordre a connu un début d'exécution dans la région de Toumodi où l'armée française, a dû plier bagage sur pression des populations, après ses bavures dans cette région. Ce mot d'ordre est une exigence des peuples d'Afrique et des peuples de la sous-région ouest africaine, qui l'ont mis en exécution dans les pays du sahel.

Recevoir le 43ème BIMA de la France pour tenter de maintenir l'armée française par des tours de passe-passe est une escroquerie politique à rejeter.

Le pouvoir Ouattara tente de voler la victoire des peuples en présentant cette rétrocession comme une victoire. Il faut indiquer que juste après son discours, au journal télévisé de la chaîne nationale ivoirienne, un journaliste et un philosophe politologue, militants et propagandistes bien connus du RHDP, ont donné le ton. Pour eux, c'est une décision « responsable » qui exprime la marque de la Côte d'Ivoire, à savoir, obtenir par le dialogue et la négociation tout ce que l'on désire, sans bruit, sans trompettes, sans menaces.

Or, il ne s'agit pas d'une décision de Ouattara de faire partir l'armée française, mais d'une rétrocession du patrimoine foncier de la France à la Côte d'Ivoire. Pour que le peuple de Côte d'Ivoire considère que c'est une décision de faire partir le 43ème BIMA, il eut fallu d'abord rompre les accords de défense de 1961, qui octroient la propriété de cette terre à la France. il aurait fallu ensuite que le chef de l'Etat, dresse préalablement le bilan de la longue présence de cette armée d'occupation sur le sol ivoirien.

Evidemment un tel exercice risquerait de trahir le véritable plan caché derrière son acte d'autant plus qu'il a à dessein évité d'évoquer le sort réservé aux autres sites qui hébergent des armées étrangères en Côte d'Ivoire. Non, les serviteurs de l'impérialisme en Côte d'Ivoire ont toujours tenté de voler la victoire des peuples dans le combat pour la souveraineté, pour mieux la dénaturer, par des tours de passe-passe.

Ils n'ont rien obtenu avec cette « pseudo tactique » pour préserver la paix. En 1958, Houphouët a dit oui à la communauté pour tuer le désir d'indépendance et le panafricanisme. Aujourd'hui ce combat reste entier en Afrique et en Côte d'Ivoire où il s'exprime par la violence avec des millions de morts. Les pays membres de la CEDEAO ont décidé en 2014, de mettre en place une monnaie unique non arrimée à une quelconque monnaie. En 2019, Alassane Ouattara propose à grande pompe avec Macron la création de l'ECO-CFA. Le projet ECO, tel que voulu par les peuples est mort.

Aujourd'hui les peuples d'Afrique en général et de Côte d'Ivoire en particulier, veulent le départ sans conditions, des armées étrangères de leur sol. Ils dénoncent les accords de défense avec la France de 1961. Tous ceux qui, comme Ouattara veulent négocier les départs de ces armées, ne veulent en réalité pas cette rupture ; Ils veulent les maintenir par des tours de passe-passe. Hélas pour ces charlatans, les peuples ont largement gagné en maturité dans le combat contre l'impérialisme. Le verdict dans les rues d'Abidjan est sans appel ; cette décision est du pipeau (une sorte d'anarchie politique) disent les ivoiriens.

Pour le PCRCI, Achy Ekissi Secrétaire Général

***Les voies électorales
pour la restauration de
la démocratie et du
patriotisme au Bénin
sont fermées
Levons-nous et Sortons
du SYSTEME
AUTOCRATIQUE DE
PATRICE TALON !***